

# L'apocalypse nucléaire pour sauver Taïwan ? Peu probable



L'apocalypse nucléaire pour sauver Taïwan ? Peu probable.

Les gesticulations guerrières se multiplient en mer de Chine orientale, entre les États-Unis et le colosse asiatique. L'enjeu ? L'île de Taïwan, un territoire de 36 000 km<sup>2</sup> que Pékin entend bien récupérer de gré ou de force.



« Réaliser par tous les moyens la réunification complète de la mère patrie » a déclaré Xi Jinping en 2019. Pour Hong Kong, c'est déjà fait, malgré les lamentations des Occidentaux. Il est vrai que ce confetti de l'ex-Empire britannique ne pesait pas bien lourd sur l'échiquier international.

Mais pour Taïwan, la situation est plus complexe, ce pays non reconnu par l'ONU bénéficiant de la protection tacite des États-Unis. Un peu d'histoire :

Après la guerre sino-japonaise de 1894-1895 qui se solde par une victoire nippone, Pékin doit céder Taïwan au Japon, lequel l'administre jusqu'à sa capitulation en 1945. Tokyo remet l'île à l'ONU qui la confie à la Chine.

Mais la guerre civile chinoise entre les nationalistes du Kuomintang, sous la coupe de Tchang Kaï-chek, et les troupes communistes de Mao Tsé-Toung, bouleverse la situation. Vaincu, Tchang Kaï-chek se réfugie à Taïwan.

L'Occident ne reconnaît alors qu'une seule Chine, la Chine nationaliste de Taïwan (ex-Formose).

Ce n'est qu'en 1960 que le général de Gaulle reconnaît officiellement la Chine communiste de Mao, au grand dam des États-Unis. Ceux-ci suivent le mouvement en 1979.

Difficile de snober encore longtemps un mastodonte comme la Chine, devenue la 5e puissance nucléaire en 1964 derrière les États-Unis, la Russie, le Royaume-Uni et la France (1960).

C'est en 1971 que la Chine continentale rejoint l'ONU, contraignant Taïwan à quitter l'Organisation.

On comprend donc que Pékin ait la ferme intention d'arrimer Taïwan au continent.

La fabuleuse course aux armements menée par la Chine montre que cette issue est inéluctable.

Reste à savoir si cette récupération se fera par la persuasion politique, par l'intimidation ou par une invasion pure et simple.

D'ailleurs, il n'est pas question pour Pékin que l'île déclare son indépendance de façon unilatérale. C'est la ligne rouge à

ne pas franchir, sous risque d'une invasion immédiate de l'armée populaire.

La marine chinoise dépasse déjà celle des États-Unis et elle se prépare à un débarquement gigantesque, à côté duquel l'opération Overlord du 6 juin 1944 serait un modeste exercice d'entraînement. 160 kilomètres séparent l'île du continent chinois.

Début octobre, 150 avions chinois se sont aventurés dans les zones de défense aérienne de Taïwan. 600 appareils ont pénétré ces zones en 2021.

Personne ne sait ce que fera Washington en cas de débarquement. L'Europe, qui se croit toujours en paix depuis 1945 et se désintéresse de la géopolitique en Asie, compte pour du beurre.

Militairement, elle ne pèse rien. Son poids économique pourrait-il influencer les choix stratégiques que fera Xi Jinping ? Mystère.

C'est donc Washington qui a les cartes en mains. Mais selon le Pentagone, les chances de victoire des Américains en mer sont quasi nulles. Sauf à déclencher l'apocalypse nucléaire que nul ne souhaite.

Alors que faire ? Isoler la Chine diplomatiquement et économiquement pour la dissuader de risquer très gros pour un maigre bilan potentiel reste une option.

Est-ce que Taïwan et ses 23 millions d'habitants valent le prix politique, économique et militaire que l'Occident ferait payer durablement à Pékin ? Telle est la question.

Aux États-Unis beaucoup pensent qu'il faut rendre l'invasion de Taïwan indésirable pour Pékin, tandis que les Chinois veulent persuader les Américains de ne pas intervenir. Une partie de poker.

Puisque la bataille navale en haute mer est perdue d'avance, selon les stratèges américains, il faut opter pour la guerre du futur : la cyber-dissuasion et la guerre des drones.

Une des options consiste à détecter une flotte d'invasion par satellites et à la détruire au plus tôt.

Des centaines de drones seraient chargés de calculer la position exacte des navires chinois en mouvement, afin de les cibler pour qu'un déluge de missiles puissent les détruire avec un maximum de précision. Sur le papier, pas un seul navire chinois ne devrait en réchapper.

Cela nécessite un large maillage de sites mobiles de lancement des drones, ce qui est faisable.

Une solution *low cost* nécessitant des milliers de drones à 300 000 dollars l'unité. Quant aux missiles, l'US Navy les a déjà.

Une bagatelle face au coût d'une marine de haute mer qui, de toutes façons, ne pourrait jamais rivaliser avec celle de Pékin, qui, tous les trois ans, met à la mer l'équivalent de toute la flotte française ou britannique.

Personnellement, j'estime logique que Pékin cherche à récupérer une île qui lui appartient. Taïwan n'a jamais été une île indépendante.

Mais vu des États-Unis, ce serait laisser le champ libre à Pékin, qui étendrait sa zone d'influence sur toute l'Asie, menaçant le Japon, les Philippines, la Malaisie et la Corée du Sud.

Dans cette dangereuse partie de poker, où chacun tente de persuader l'autre de ne pas intervenir, on mesure combien l'Europe est un nain politique et militaire.

L'Europe qui ne jure que par la seule économie n'a vraiment rien compris à la marche du monde. Quand tout va mal, c'est toujours la loi du plus fort qui prévaut.

Il est temps de porter notre budget défense à 3 % du PIB et d'investir dans la guerre du futur.

Certains éléments de cet article sont tirés du Figaro du jour.

**Jacques Guillemain**